



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Contacts : Alain Pronost, directeur financier groupe  
Tél. : + 33 6 62 60 56 51

### GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS DU PREMIER TRIMESTRE 2009

**Pompey (France), le 24 avril 2009** - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2009.

La comparaison des chiffres-clés du premier trimestre 2009 avec ceux du premier trimestre 2008 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,7 millions d'euros ce trimestre (2,4 millions d'euros à taux de change constants), contre 3,0 millions d'euros au premier trimestre 2008,
- une perte opérationnelle de 0,1 million d'euros ce trimestre, contre un bénéfice opérationnel de 0,1 million d'euros au premier trimestre 2008,
- une perte opérationnelle retraitée de 0,2 million d'euros ce trimestre, contre un bénéfice opérationnel retraité positif de 0,2 million d'euros au premier trimestre 2008,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit une perte de € 0,02 par action), contre un résultat avant impôt retraité positif de 0,4 million d'euros (soit un bénéfice de € 0,04 par action) au premier trimestre 2008,
- une perte nette de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,01 par action) ce trimestre, contre un bénéfice net de 0,2 million d'euros au premier trimestre 2008 (soit un bénéfice net de € 0,02 par action),
- une perte nette retraitée de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit une perte de € 0,02 par action), contre un bénéfice net retraité de 0,3 million d'euros au premier trimestre 2008 (soit un bénéfice net de € 0,03 par action).

Gary Fry, directeur général de Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "Nos résultats sont, au premier trimestre 2009, en ligne avec nos prévisions, tant en matière de chiffre d'affaires, de charges que de trésorerie. Nous avons consacré beaucoup de temps ce trimestre à muscler notre force de frappe commerciale et marketing en vue du lancement, avant le terme du trimestre en cours, de gDoc Fusion, notre nouveau produit destiné à faciliter la vie de l'office worker, et avons comme prévu exposé à ce titre tant des frais de personnel que des dépenses de marketing et d'analyse de marché."

"Le marché reste difficile dans notre activité traditionnelle dans la mesure où des dépenses d'investissements sont reportées ; pour autant, nous avons su faire face en lien avec nos clients en leur proposant des offres de mises à jour et des options nouvelles pour leur permettre de répondre aux attentes de leurs clients."

"Nous avons également eu le plaisir de conclure deux nouveaux contrats en matière d'impression de labeur (production printing). Ces contrats sont tous deux des contrats pluriannuels de distribution de

notre RIP Harlequin et ont déjà contribué au chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2009."

"Au dernier trimestre 2008, nous avons annoncé la compatibilité de notre solution d'impression embarquée (embedded print) avec le format PCL : cette annonce a eu un retentissement certain, conduisant à ce que notre solution soit actuellement en phase d'évaluation formelle par trois importants fabricants d'imprimantes."

### **Résultats du premier trimestre 2009**

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2,7 millions d'euros ce trimestre, contre 3,0 millions d'euros au premier trimestre 2008, soit un repli de 11,8% à taux de change courants.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2,7 millions d'euros ce trimestre, contre 2,8 millions d'euros au premier trimestre 2008 (chiffre qui incluait une charge non récurrente de 0,2 million d'euros) et 2,7 millions d'euros au quatrième trimestre 2008.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 0,1 million d'euros ce trimestre (une perte équivalente à 4,8% des ventes ce trimestre), contre un résultat d'exploitation positif de 0,1 million d'euros au premier trimestre 2008 (4,6% des ventes de ce trimestre).

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre, contre un résultat d'exploitation retraité positif de 0,2 million d'euros au premier trimestre 2008. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 9,3% des ventes ce trimestre, contre une marge positive, équivalente à 6,5% des ventes, au premier trimestre 2008.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,2 million d'euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraité positif de 0,4 million d'euros au premier trimestre 2008, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,02 par action ce trimestre, contre un bénéfice avant impôt retraité égal à € 0,04 par action au premier trimestre 2008.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,01 par action), contre un bénéfice net de 0,2 million d'euros au premier trimestre 2008 (soit un bénéfice net de € 0,02 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (tel que défini dans un tableau ci-après) de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,02 par action), contre un résultat net retraité positif de 0,3 million d'euros au premier trimestre 2008 (soit un bénéfice net retraité de € 0,03 par action).

### **Perspectives 2009**

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : "2009 sera une année difficile au plan de l'exploitation pour nombre de sociétés. Malgré tout, le lancement de gDoc Fusion, l'intérêt pour nos solutions en matière de gestion de documents électroniques, la poursuite de la conquête de nouveaux clients dans le domaine de l'impression de labeur, et les nouvelles opportunités qui s'offrent à nous dans le domaine de l'impression de bureau, nous avons la conviction que nous sommes bien placés pour être en mesure de pallier le repli des ventes que nous nous attendons à enregistrer chez nombre de nos clients du secteur de l'impression en 2009, et pour rebondir en 2010 et au-delà."

### **Assemblée générale des actionnaires**

L'assemblée générale aura lieu ce vendredi 24 avril 2009 à 9 heures à l'hôtel le Châtelain, à Bruxelles, en Belgique. L'ordre du jour et le texte des résolutions soumises au vote des actionnaires peuvent être téléchargés de la rubrique Investisseurs du site Internet du Groupe à l'adresse suivante : [www.globalgraphics.com](http://www.globalgraphics.com).

### **Annnonce des résultats du deuxième trimestre 2009**

Global Graphics prévoit d'annoncer les résultats consolidés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009 le jeudi 30 juillet 2009 avant l'ouverture du marché.

### **A propos de Global Graphics**

Global Graphics ([www.globalgraphics.com](http://www.globalgraphics.com)) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression de labeur, et en matière de gestion de documents électroniques. Le Groupe commercialise ses solutions aux acteurs des marchés des arts graphiques et de l'impression de labeur, de l'impression numérique, des applications logicielles professionnelles et du knowledge worker. Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi que pour l'usage privé ou en libéral, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

Le site Internet gDoc sera opérationnel à compter du lundi 27 avril 2009 à l'adresse suivante : [www.globalgraphics.com/gdoc](http://www.globalgraphics.com/gdoc), les produits gDoc étant pour leur part commercialisés à compter du 18 mai 2009.

### ***Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)***

*Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.*

*Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.*

*En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.*

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Chiffre d'affaires consolidé	2 697	3 034
Coût des ventes	(93)	(111)
MARGE BRUTE	2 604	2 923
Frais commerciaux et généraux	(1 470)	(1 474)
Frais de recherche-développement	(1 261)	(1 305)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(127)	144
Produits d'intérêts (note 5)	9	27
Charges d'intérêts (note 5)	0	0
Gains nets (pertes nettes) de change	89	172
RESULTAT AVANT IMPOT	(29)	343
Charge d'impôt (note 6)	(112)	(144)
RESULTAT NET CONSOLIDE	(141)	199
RESULTATS PAR ACTION (note 7)		
Résultat par action	(0,01)	0,02
Résultat dilué par action	(0,01)	0,02

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE GLOBAL DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE  
Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Résultat net consolidé de la période intermédiaire	(141)	199
Var. du poste Ecart de conversion	815	(1 577)
Total des éléments (nets d'impôt) à retenir	815	(1 577)
Résultat consolidé global de la période intermédiaire	674	(1 378)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
 BILAN CONSOLIDE INTERMEDIAIRE RESUME  
 Exprimé en milliers d'euros

	31 mars 2009 Chiffres non audités	31 décembre 2008 Chiffres audités
<b>ACTIFS</b>		
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		
Immobilisations corporelles	649	642
Immobilisations incorporelles	4 337	4 014
Ecarts d'acquisition	6 146	5 871
Actifs financiers	129	111
Actifs nets d'impôt différé (note 4c)	876	936
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>12 137</b>	<b>11 574</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>		
Stocks et en-cours	52	54
Créances clients	3 253	2 951
Créances d'impôt courant	7	7
Autres créances	100	154
Charges constatées d'avance	572	508
Disponibilités	4 376	4 482
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>8 360</b>	<b>8 156</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>20 497</b>	<b>19 730</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital (note 8)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 8)	28 830	28 830
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	2 776	2 751
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 9)	(1 246)	(1 246)
Réserves consolidées	(4 577)	(4 436)
Ecarts de conversion	(12 430)	(13 245)
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 469</b>	<b>16 770</b>
<b>PASSIFS</b>		
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		
Autres passifs non courants	2	2
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Dettes fournisseurs	424	471
Dettes d'impôt courant	2	6
Autres dettes	935	862
Avances reçues et produits constatés d'avance	1 665	1 619
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>3 026</b>	<b>2 958</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>3 028</b>	<b>2 960</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>20 497</b>	<b>19 730</b>

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>		
Résultat avant impôt	(29)	343
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	78	96
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	14	33
- Amort. des frais de développement portés à l'actif	156	135
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	25	79
- Intérêts et charges (produits) assimilées (note 5)	(9)	(27)
- (Gains nets) pertes nettes de change (note 5)	(89)	(172)
Charges imputées sur la prime d'émission (note 8)	0	(2)
Différences de change	195	(20)
Autres éléments	19	41
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	2	11
- Créances clients	(302)	409
- Créances d'impôt courant	0	(39)
- Autres créances	54	(92)
- Charges constatées d'avance	(64)	16
- Dettes fournisseurs	(47)	159
- Dettes d'impôt courant	(4)	(41)
- Autres dettes	73	(456)
- Avances reçues et produits constatés d'avance	46	54
Intérêts reçus dans la période	9	33
Intérêts payés dans la période	0	0
Impôts sur le bénéfice payés dans la période	(23)	(68)
<b>TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>104</b>	<b>492</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(59)	(94)
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(319)	(420)
<b>TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(378)</b>	<b>(514)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Produits de l'émission d'actions nouvelles (note 8)	0	0
Rachats d'actions propres (note 9)	0	0
<b>TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE</b>	<b>(274)</b>	<b>(22)</b>
<b>TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER</b>	<b>4 482</b>	<b>4 112</b>
<b>EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER</b>	<b>168</b>	<b>(263)</b>
<b>TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 31 MARS</b>	<b>4 376</b>	<b>3 827</b>

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
 TABLEAU RESUME DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES  
 Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	16 770	21 743
Résultat consolidé global de la période intermédiaire :		
- Résultat net consolidé	(141)	199
- Variation du poste Ecart de conversion	815	(1 577)
Résultat consolidé global de la période intermédiaire	674	(1 378)
Effet des plans fondés sur des actions au titre de la période intermédiaire :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	25	79
- Produit net de l'émission d'actions nouvelles (note 8)	0	(2)
Effet total des plans fondés sur des actions au titre de la période intermédiaire	25	77
Rachat d'actions propres (note 9)	0	0
Capitaux propres consolidés au 31 mars	17 469	20 442

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES  
DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2009

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES  
Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après, la "Société-mère"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe".  
Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 23 avril 2009.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité à IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et, de manière générale, aux principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels, les notes annexes aux présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat. Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en euros, qui est aussi la devise de fonctionnement de la Société-mère. L'information financière présentée ci-après l'est en milliers d'euros, l'arrondi se faisant au millier le plus proche.

### NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

#### (a) Méthodes et règles comptables utilisées

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

Une exception à cette règle concerne l'information sectorielle, ainsi que cela est indiqué en note 3b ci-après, suite à la mise en œuvre d'IFRS 8, Segments opérationnels (IFRS 8), qui se substitue à IAS 14, Information sectorielle, pour toutes les périodes intermédiaires des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

#### (b) Règle relative à l'information sectorielle

IFRS 8 stipule que l'information sectorielle est désormais établie selon l'approche retenue par la direction ('management approach') en la matière, c'est-à-dire celle sur laquelle la direction s'appuie en interne. Ceci a eu pour conséquence d'accroître le nombre de segments donnant lieu à information, dans la mesure où le segment unique existant jusque lors a été scindé en deux : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

L'information financière devant être publiée au titre des segments opérationnels est celle sur laquelle s'appuie le décideur opérationnel ('Chief Operating Decision-Maker'), qui, pour le Groupe, est son directeur général.

Les écarts d'acquisition ont été alloués par la direction aux groupes d'unités génératrices de trésorerie pour chacun des segments considérés. Les écarts d'acquisition existants au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ont tous été alloués au segment Print dans la mesure où ils sont afférents à des acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des logiciels pour l'impression.

Aucune modification n'a été apportée au 1<sup>er</sup> janvier 2009 quant à l'évaluation des actifs et des passifs, qui sont alloués aux différents segments en fonction de leur nature, à l'exception des actifs d'impôt différé, des actifs courants autres que les créances clients, des dettes courantes autres que les avances reçues des clients et les produits constatés d'avance, qui ne sont alloués à aucun des deux segments opérationnels.

### NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers selon les principes comptables internationaux oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, et en produits aussi bien qu'en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des principes comptables internationaux qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2009, de même que les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours des douze mois à venir, sont indiquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Impact du changement du nombre de segments opérationnels au 1<sup>er</sup> janvier 2009

Le changement du nombre de segments opérationnels au 1<sup>er</sup> janvier 2009 n'a pas conduit à devoir constater de dépréciations supplémentaires des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à cette date.

(ii) Perte de valeur estimée des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels  
IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en œuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice.

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 31 mars 2009, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur depuis le début de l'exercice en cours.

Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de l'exercice 2009.

(b) Activation des frais de développement de programmes informatiques

Comme indiqué à la note 3f de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif du bilan consolidé les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ne sont compris dans ces coûts que des coûts directs, lesquels incluent exclusivement les coûts salariaux des équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les frais de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif du bilan consolidé sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Frais de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(i) Activation de frais de développement réalisée au 31 mars 2009

Au 31 mars 2009, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour trois projets de développement.

Les frais de développement correspondant au premier projet s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 2 918 au 31 mars 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 100 au premier trimestre de l'exercice 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données (RIP software) au long des exercices 2007 et 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 115 au premier trimestre de l'exercice 2009.

Les frais de développement correspondant au deuxième projet s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 993 au 31 mars 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 82 au premier trimestre de l'exercice 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques au cours des exercices 2007 et 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 41 au premier trimestre de l'exercice 2009.

Les frais de développement correspondant au troisième projet (gDoc) s'élevaient à une valeur de 253 au 31 mars 2009, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de 137 au titre du premier trimestre de l'exercice 2009. Dans la mesure où ce projet était en cours de développement au 31 mars 2009, aucun amortissement n'a été comptabilisé à ce titre au premier trimestre de l'exercice 2009.

(ii) Activation des frais de développement réalisée au 31 mars 2008

Au 31 mars 2008, la direction du Groupe avait considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour deux projets de développement distincts.

Les frais de développement correspondant au premier projet s'élevaient à 3 101 au 31 mars 2008, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 260 au premier trimestre de l'exercice 2008. Dans la mesure où certains aspects de ce projet avaient permis la livraison de certains programmes au cours de l'exercice 2007 et du premier trimestre 2008, les coûts correspondants avaient donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élevait à 108 au premier trimestre de l'exercice 2008.

Les frais de développement correspondant au deuxième projet s'élevaient à 832 au 31 mars 2008, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 160 au premier trimestre de l'exercice 2008. Dans la mesure où certains aspects de ce projet avaient permis la livraison de certains programmes au cours de l'exercice 2007 et du premier trimestre 2008, les coûts correspondants avaient donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élevait à 27 au premier trimestre de l'exercice 2008.

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3p de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe évalue ces bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable, en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés au bilan

- Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice. Au 31 mars 2009, le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 31 mars 2013, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28%), se monte à 1 864. La charge d'impôt différé comptabilisée à ce titre au premier trimestre de l'exercice 2009 s'élève à 38.

Au 31 mars 2008, le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entendait utiliser au cours des quatre exercices à venir, et imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par sa filiale anglaise au cours de cette période s'achevant le 31 mars 2012, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28%), se montait à 2 845. La charge d'impôt différé comptabilisée à ce titre au premier trimestre de l'exercice 2008 s'élevait à 46.

- Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement

Au 31 mars 2009, le passif d'impôt différé comptabilisé suite à l'activation, pour le montant net des amortissements correspondants, de certains frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 28%) se monte à 1 166. La charge d'impôt différé comptabilisée à ce titre au premier trimestre de l'exercice 2009 s'élevait à 46, contre une charge de 77 au premier trimestre de l'exercice 2008.

#### Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le terme de la période courant jusqu'au 31 mars 2013, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 31 mars 2009, s'élève à 8 068 à cette dernière date (7 834 au 31 décembre 2008).

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 31 mars 2009 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où les déficits reportables correspondants ne seraient pas utilisés avant le 1<sup>er</sup> avril 2013, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 28% : il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 2 259 au 31 mars 2009, à comparer à un actif d'impôt différé supplémentaire de 2 193 au 31 décembre 2008, déterminé en utilisant le même taux d'impôt, soit 28%.

#### (d) Coûts des plans fondés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Attribution d'options	25	4
Attribution gratuite d'actions	0	75
Coût total des plans fondés sur des actions	25	79

#### NOTE 5 : PRODUITS FINANCIERS NETS

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Produits d'intérêts	9	27
Charges d'intérêts	0	0
Produits d'intérêts nets	9	27
Gains (pertes) de change	106	76
Var. de la juste valeur des ventes à terme et des options de change	(17)	96
Gains nets de change	89	172
Produits financiers nets	98	199

#### NOTE 6 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

##### (a) Impôt sur les bénéfices

Le Groupe a enregistré une charge d'impôt sur les bénéfices d'un montant de 4 au premier trimestre de l'exercice 2009 (à comparer à une charge d'impôt sur les bénéfices d'un montant de 21 au premier trimestre de l'exercice 2008).

(b) Impôt différé

Le Groupe a enregistré une charge d'impôt différé d'un montant de 108 au premier trimestre de l'exercice 2009 (à comparer à une charge d'impôt différé d'un montant de 123 au premier trimestre de l'exercice 2008).

L'analyse des éléments constitutifs de la charge d'impôt différé reconnue au compte de résultat au titre du premier trimestre des exercices 2008 et 2009 figure ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Consécutif à l'activation des frais de développement (note 4b)	90	126
Consécutif à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(44)	(41)
Consécutif à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	38	46
Effet du changement de taux d'impôt britannique au 1 <sup>er</sup> avril 2008	0	(8)
Autres éléments	24	0
Charge d'impôt différé reconnue au compte de résultat	108	123

(c) Justification de la charge d'impôt reconnue au compte de résultat

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Résultat avant impôt	(29)	344
Charge d'impôt attendue au taux de 33,33%	(10)	115
Charge (produit) d'impôt afférent(e) aux éléments suivants :		
- Activation et utilisation de pertes fiscales reportables	38	(4)
- Effet du changement de taux d'impôt au 1 <sup>er</sup> avril 2008	0	(8)
- Différences de taux d'imposition des bénéficiaires des filiales étrangères	48	32
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions	8	26
- Autres différences permanentes	28	(17)
Charge d'impôt reconnue au compte de résultat	112	144

NOTE 7: RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net consolidé d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période considérée.

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier	10 115 813	10 160 813
Impact de l'émission d'actions dans le trimestre	0	0
Impact des rachats d'actions propres dans le trimestre	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action	10 115 813	10 160 813

(b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs en actions ordinaires au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital et donc susceptibles d'entraîner une dilution sont les options de souscription d'actions émises par la Société. Il n'est pas tenu compte des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société (qui ne seront attribuées que si certaines conditions indiquées dans l'acte de confirmation de l'attribution de ces actions sont remplies) pour la détermination du résultat dilué par action dans la mesure où les conditions susmentionnées n'étaient pas remplies aux 31 mars 2009 et 2008.

Un calcul est fait pour déterminer le nombre d'actions qui auraient été acquises à leur juste valeur durant la période considérée (cette juste valeur étant considérée égale au cours moyen des actions de la Société sur la période considérée), en tenant compte du prix d'exercice des options susceptibles d'être levées au cours de la période en question.

Le nombre d'actions ainsi déterminé est ensuite comparé au nombre d'actions qui auraient été émises au cours de la période considérée dans l'hypothèse d'un exercice de la totalité des options.

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours des trimestres considérés	10 115 813	10 160 813
Impact des instruments financiers dilutifs (options)	0	1 156
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action	10 115 813	10 161 969

NOTE 8 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 31 mars 2009 comme au 31 décembre 2008, le capital social de la Société se compose de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

Aucune charge liée à la gestion des plans d'options du Groupe n'a été imputée sur le poste Primes d'émission au cours du premier trimestre de l'exercice 2009 (contre une charge de 2 au cours du premier trimestre de l'exercice 2008).

NOTE 9 : PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONNAIRES PROPRES

Le Groupe n'a procédé au rachat d'aucune de ses actions au cours du premier trimestre des exercices 2008 et 2009

Au 31 mars 2009, le Groupe détient 173 968 de ses actions, correspondant à une valeur totale de rachat de 1 246.

NOTE 10 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

La direction du Groupe a identifié les segments opérationnels devant donner lieu à information sur la base de ceux qui font l'objet d'une présentation régulière au directeur général du Groupe, afin de décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances, tant opérationnelles que financières, de chaque segment.

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments retenus a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant le cas échéant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

La performance des segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(b) Chiffre d'affaires et marge brute par segment

(i) Premier trimestre 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	2 222	475	0	2 697
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	2 222	475	0	2 697
Coût des ventes	(55)	(27)	(11)	(93)
Marge brute	2 167	448	(11)	2 604

(ii) Premier trimestre 2008

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	2 572	462	0	3 034
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	2 572	462	0	3 034
Coût des ventes	(68)	(29)	(14)	(111)
Marge brute	2 504	433	(14)	2 923

(c) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

En milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Marge brute	2 604	2 923
Frais généraux et commerciaux	(1 470)	(1 474)
Frais de recherche-développement	(1 261)	(1 305)
Gains financiers nets (cf. note 5)	98	199
Résultat avant impôt	(29)	344

(d) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 31 mars 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Éléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 064	1 406	1 667	12 137
Actifs courants	1 782	1 471	5 107	8 360
Total actifs	10 846	2 877	6 774	20 497
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	754	911	1,361	3 026
Total passifs	754	911	1,363	3 028

(ii) Au 31 décembre 2008

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Éléments non alloués	Total
Actifs non courants	8 700	1 171	1 703	11 574
Actifs courants	1 962	989	5 205	8 156
Total actifs	10 662	2 160	6 908	19 730
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	892	727	1 339	2 958
Total passifs	892	727	1 341	2 960

NOTE 11 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 12) et celles intervenant avec ses administrateurs et ses dirigeants opérationnels.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Le montant total des jetons de présence dont le versement aux cinq administrateurs du Groupe a été décidé par les actionnaires s'élève à 60 pour l'exercice en cours (75 pour l'exercice clos le 31 décembre 2008).

Le montant reconnu en charge (sous la rubrique Frais commerciaux et généraux) se monte à 15 au premier trimestre de l'exercice 2009 contre 19 au premier trimestre de l'exercice 2008.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Les trois dirigeants opérationnels du Groupe ont perçu chacun un salaire et peuvent également bénéficier d'avantages monétaires à court terme (notamment le versement de bonus et l'abondement à des plans de retraite) au cours du premier trimestre des exercices 2009 et 2008, comme indiqué ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Salaires	79	78
Avantages monétaires à court terme	4	1
Total	83	79

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants opérationnels ont la possibilité de bénéficier des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions mis en place par le Groupe. Aucune attribution gratuite d'action ou d'options n'est intervenue tant au cours du premier trimestre de l'exercice 2009 que du premier trimestre de l'exercice 2008.

La fraction du coût des paiements fondés sur des actions correspondant aux attributions d'options faites aux dirigeants opérationnels est la suivante :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Attribution d'options	18	2
Attribution gratuite d'actions	0	25
Total	18	27

NOTE 12 : FILIALES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe des premiers trimestres des exercices 2009 et 2008 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2009	% de contrôle 2008
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
 DETERMINATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION RETRAITE  
 Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Résultat d'exploitation selon les IFRS	(127)	144
Retraitements pratiqués :		
Amort. des immob. incorporelles	14	33
Coût des plans fondés sur des actions	25	79
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(319)	(420)
Amort. des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	156	135
Charges non récurrentes	0	225
Total des retraitements pratiqués	(124)	52
Résultat d'exploitation retraité	(251)	196
Soit en % du chiffre d'affaires	-9,3%	6,5%

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

DETERMINATION DU RESULTAT AVANT IMPOT RETRAITE

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Résultat avant impôt selon les IFRS	(29)	343
Retraitements pratiqués :		
Amort. des immob. incorporelles	14	33
Coût des plans fondés sur des actions	25	79
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(319)	(420)
Amort. des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	156	135
Charges non récurrentes	0	225
Total des retraitements pratiqués	(124)	52
Résultat avant impôt retraité	(153)	395
Soit, par action (*)	(0,02)	0,04

(\*) Le résultat avant impôt retraité par action est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période considérée, soit 10 115 813 actions au premier trimestre de l'exercice 2009, et 10 160 813 actions au premier trimestre de l'exercice 2008.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

DETERMINATION DU RESULTAT NET RETRAITE

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2009	Premier trimestre 2008
Résultat net consolidé selon les IFRS	(141)	199
Retraitements pratiqués :		
Amort. des immob. incorporelles	14	33
Coût des plans fondés sur des actions	25	79
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(163)	(285)
Charges non récurrentes	0	225
Effet d'impôt des retraitements susvisés	46	18
Effet du changement de taux d'impôt statutaire outre-Manche	0	(8)
Total des retraitements pratiqués	(78)	62
Résultat net retraité	(219)	261
Soit, par action (*)	(0,02)	0,03

(\*) Le résultat net retraité par action est obtenu en divisant le résultat net retraité par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période considérée, soit 10 115 813 actions au premier trimestre de l'exercice 2009, et 10 160 813 actions au premier trimestre de l'exercice 2008.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
RAPPORT D'ACTIVITE INTERMEDIAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ETABLI AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2009

Suite à la transposition à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (dite directive Transparence), nous vous prions de trouver ci-après le rapport d'activité intermédiaire du conseil d'administration établi au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE 'GROUPE')

(a) Périmètre de consolidation au 31 mars 2009

Merci de bien vouloir vous référer à cet effet à la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de l'exercice 2009.

(b) Variation du périmètre de consolidation pendant le premier trimestre 2009

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe au cours du premier trimestre de l'exercice 2009.

(c) Variation du périmètre de consolidation depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés selon les principes comptables internationaux (IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés dans l'Union européenne.

Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros, les arrondis se faisant au millier le plus proche.

(a) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 697 au premier trimestre 2009, contre 3 034 au premier trimestre 2008, soit un repli de 11,1% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à taux de change courants.

Environ 79,6% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2009 était libellé en dollars américains (contre 81,9% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au premier trimestre 2008), devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro (devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés) puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,301 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2009, contre 1,504 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2008, soit une hausse de 18,3% d'une période à l'autre.

A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2009 se serait élevé à 2 370, en repli de 21,9% par rapport au chiffre d'affaires réalisé au premier trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment Impression (Print) s'est élevé à 2 222 au premier trimestre 2009 (soit 82,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2009), en repli de 13,6% à taux de change courants, et de 24,2% à taux de change constants, par rapport aux 2 572 réalisés dans ce même segment au premier trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 1 153 au premier trimestre 2009, en repli de 5,6% à taux de change courants et de 18,4% à taux de change constants, par rapport aux 1 221 réalisés dans ce marché au premier trimestre 2008 ; dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 1 069 au premier trimestre 2009, en repli de 20,8% à taux de change courants et de 29,4% à taux de change constants, par rapport aux 1 351 réalisés dans ce marché au premier trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc s'est élevé à 475 au premier trimestre 2009 (soit 17,6% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2009), en hausse de 2,8% à taux de change courants mais en repli de 9,1% à taux de change constants, par rapport aux 462 réalisés dans ce même segment au premier trimestre 2008.

#### (b) Résultats consolidés

##### (i) Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 127 au premier trimestre 2009 (équivalente à 4,7% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer au bénéfice opérationnel de 144 dégagé au premier trimestre 2008 (4,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit un repli de 271 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en repli de 337 (cf. note 2a supra),
- un coût des ventes en repli de 18 à 93 ce trimestre (3,4% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), par rapport au premier trimestre 2008, où le coût des ventes se montait à 111 (3,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de distribution et d'administration (incluant notamment les coûts des paiements fondés sur des actions pour 25) en repli de 4 (soit de 0,3%) à 1 470 ce trimestre (54,5% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 474 au premier trimestre 2008 (48,6% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre) ; après prise en compte de la charge non récurrente de 225 comptabilisée au premier trimestre 2008 au titre du plan de licenciements mis en œuvre en janvier 2008, les frais de distribution et d'administration ont cru de 221 (soit de 15,0%), essentiellement du fait d'une augmentation des dépenses commerciales et de marketing, suite au renforcement de la force de vente et à la préparation du lancement de la nouvelle famille de produits gDoc (cf. note 3b ci-après),
- des frais de recherche-développement en repli de 44 (soit de 3,4%) à 1 261 ce trimestre (46,8% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 305 au premier trimestre 2008 (43,0% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), après activation des frais afférents aux trois projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, d'un montant net après amortissements de 163 ce trimestre (285 au premier trimestre 2008).

##### (ii) Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 29 au premier trimestre 2009 (équivalente à 1,1% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à un bénéfice avant impôt de 343 au premier trimestre 2008 (11,3% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit un repli de 372 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- le repli du résultat d'exploitation de 271 analysé précédemment,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges) de 18 par rapport aux 27 dégagés au premier trimestre 2008, notamment consécutive au repli des taux d'intérêt de marché d'une période à l'autre,
- l'impact, défavorable à hauteur de 83, des écarts de change qui sont passés d'un gain net de 172 au premier trimestre 2008 à un gain net de 89 au premier trimestre 2009.

(iii) Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 141 (soit une perte nette de € 0,01 par action) au premier trimestre 2009, après prise en compte d'une charge d'impôt de 112 (dont une charge d'impôt différé de 108), contre un bénéfice net de 199 au premier trimestre 2008 (soit un bénéfice net de € 0,02 par action), après comptabilisation d'une charge d'impôt d'un montant de 144.

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Faits marquants du premier trimestre de l'exercice 2009

(i) Au plan opérationnel

Les ventes réalisées au cours du premier trimestre de l'exercice 2009 ont été affectées par la poursuite du ralentissement économique que nous avons souligné lors de la publication des résultats intermédiaires et annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

De ce fait, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 697 au premier trimestre de l'exercice 2009, un montant inférieur de 11,1% aux 3 034 réalisés au premier trimestre de l'exercice 2008, à taux de change courants.

Le chiffre d'affaires réalisé au premier trimestre de l'exercice 2009 dans le segment Impression, notamment dans le marché de l'impression numérique, a été faible, l'activité étant notamment pénalisée par la poursuite de la concentration des acteurs de ce segment de marché, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment de 24,2% par rapport au premier trimestre de l'exercice 2008, à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé au premier trimestre de l'exercice 2009 dans le segment eDoc s'est affiché en repli de 9,1% par rapport aux ventes réalisées dans ce segment au premier trimestre de l'exercice 2008, à taux de change constants.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2 731 au premier trimestre de l'exercice 2009, contre 2 779 au premier trimestre de l'exercice 2008, ce dernier chiffre comprenant une charge non récurrente de 225 comptabilisée en frais de distribution et d'administration au titre des coûts du programme de licenciements mis en œuvre au mois de janvier 2008.

L'augmentation des frais de distribution et d'administration d'une période à l'autre s'élève à environ 0,2 million d'euros et a pour principale origine l'augmentation des frais commerciaux et de marketing consécutive au renforcement de la force de vente et à la préparation du lancement de la nouvelle famille de produits gDoc (cf. note 3b ci-après pour plus de détails).

Par suite, le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 251 au premier trimestre de l'exercice 2009 (équivalente à 9,3% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), contre un bénéfice opérationnel de 196 enregistré au premier trimestre de l'exercice 2008 (6,5% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 153 (soit une perte de € 0,02 par action) au premier trimestre de l'exercice 2009, contre un bénéfice avant impôt retraité de 395 (soit un bénéfice de € 0,04 par action) au premier trimestre de l'exercice 2008.

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 219 (soit une perte de € 0,02 par action) au premier trimestre de l'exercice 2009, contre un bénéfice net retraité de 261 (soit un bénéfice de € 0,03 par action) au premier trimestre de l'exercice 2008.

(ii) Au plan financier

Trésorerie au 31 mars 2009

Le Groupe a dégagé un flux net de trésorerie opérationnelle de 104 au premier trimestre de l'exercice 2009 (3,9% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), contre 492 au premier trimestre de l'exercice 2008 (16,2% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre).

Ceci, ajouté à la trésorerie disponible au début de l'exercice 2009 (qui s'élevait à 4 482), a permis au Groupe d'autofinancer les investissements corporels réalisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2009, pour un total de 59, ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement (cf. note 2b supra) au cours de cette même période, pour un total de 319, et de conclure la période avec une trésorerie nette se montant à 4 376 au 31 mars 2009.

Effet de la fluctuation des parités de change sur la trésorerie disponible à la date de clôture

A taux de changes constants avec ceux utilisés au 31 décembre 2008, la trésorerie disponible libellée dans des devises autres que celle utilisée par le Groupe pour la préparation de ses états financiers consolidés (soit en dollars américains, en livres sterling ou encore en yens japonais) se serait élevée à 3 818 au 31 décembre 2008, comme indiqué dans le tableau présenté ci-après, contre une trésorerie de 3 967 au 31 mars 2009, soit une croissance de 149 entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2009, essentiellement imputable au renforcement du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro au cours de cette période :

Devise	Total en devises au 31 mars 2009	Contrevaleur en euros au 31 mars 2009	Contrevaleur en euros au 31 déc. 2008	Variation
Euro	409	409	409	0
Dollar	1 350	1 017	958	59
Livre sterling	2 134	2 294	2 192	102
Yen japonais	79 086	607	621	(14)
Roupie	2 995	45	43	2
Autres		4	4	0
Trésorerie		4 376	4 227	149

(b) Prévisions pour l'exercice en cours

(i) Au plan opérationnel

Nos résultats sont, au premier trimestre 2009, en ligne avec nos prévisions, tant en matière de chiffre d'affaires, de charges que de trésorerie. Nous avons consacré beaucoup de temps ce trimestre à muscler notre force de frappe commerciale et marketing en vue du lancement, avant le terme du trimestre en cours, de gDoc Fusion, notre nouveau produit destiné à faciliter la vie de l'office worker, et avons comme prévu exposé à ce titre tant des frais de personnel que des dépenses de marketing et d'analyse de marché.

Le marché reste difficile dans notre activité traditionnelle dans la mesure où des dépenses d'investissements sont reportées ; pour autant, nous avons su faire face en lien avec nos clients en leur proposant des offres de mises à jour et des options nouvelles pour leur permettre de répondre aux attentes de leurs clients. Nous avons également eu le plaisir de conclure deux nouveaux contrats en matière d'impression de labeur, avec des partenaires basés en Allemagne et au Japon.

Ces contrats sont tous deux des contrats pluriannuels de distribution de notre RIP Harlequin et ont déjà contribué au chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2009.

Au dernier trimestre 2008, nous avons annoncé la compatibilité de notre solution d'impression embarquée (embedded print) avec le format PCL : cette annonce a eu un retentissement certain, conduisant à ce que notre solution soit actuellement en phase d'évaluation formelle par trois importants fabricants d'imprimantes.

(ii) Au plan financier

2009 sera une année difficile au plan de l'exploitation pour nombre de sociétés. Malgré tout, le lancement de gDoc Fusion, l'intérêt pour nos solutions en matière de gestion de documents électroniques, la poursuite de la conquête de nouveaux clients dans le domaine de l'impression de labeur, et les nouvelles opportunités qui s'offrent à nous dans le domaine de l'impression de bureau, nous avons la conviction que nous sommes bien placés pour être en mesure de pallier le repli des ventes que nous nous attendons à enregistrer chez nombre de nos clients du secteur de l'impression en 2009, et pour rebondir en 2010 et au-delà.

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe provient de ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique, mais aussi de la gestion de documents électroniques. De ce fait, le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et l'évolution technologique continue (se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le nouveau format de document fixe développé par Microsoft). Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers de nouveaux produits ou de nouveaux marchés

Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où il opère, pourrait avoir un effet négatif sur les ventes et les résultats du Groupe. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs).

Le Groupe prévoit de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation, ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries ou EDL), ou par sa famille de produits gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits.

Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses propres employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en oeuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à en éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en oeuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature onéreuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source.

Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense et l'acquisition de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en oeuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à déboursier des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité

Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir, et ce d'autant plus que le chiffre d'affaires pourrait être significativement impacté par les contrats à éléments multiples qui ont été récemment signés. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients. Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être substantiellement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.

Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils.

Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont recours à des contrats d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

En 2008, le Groupe a souscrit divers contrats d'options de change, avec ou sans versement d'une prime initiale, visant à couvrir son risque de change, aux termes desquels le Groupe a la possibilité, mais non l'obligation, de convertir à la date d'échéance du contrat, un montant convenu de dollars américains en euros à un taux de change plafond ('strike price'), dans l'hypothèse où, durant toute la vie du contrat, le taux de change euro/dollar a toujours été supérieur à un taux de change plancher ('trigger rate') convenu. Dans le cas contraire, le Groupe est contraint de convertir la valeur du contrat en dollars au strike price à la date d'échéance du contrat.

Au 31 mars 2009, les contrats non encore dénoués sont les suivants :

Terme du contrat d'option	Valeur nominale du contrat en \$	Prix d'exercice de l'option en \$	Taux de change plancher en \$
11 juin 2009	250 000	1,5050	1,2100
18 juin 2009	250 000	1,3000	1,1195
11 septembre 2009	250 000	1,5000	1,2100
18 septembre 2009	250 000	1,3000	1,0995

Ces contrats ont conduit le Groupe à enregistrer des pertes de change s'élevant à 17 au premier trimestre de l'exercice 2009 contre des gains de change de 96 au premier trimestre de l'exercice 2008.

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est

limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 60,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre de l'exercice 2009 (contre 53,8% au premier trimestre de l'exercice 2008 et 56,6% au titre de l'exercice 2008). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 42,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre de l'exercice 2009 (contre 35,8% au premier trimestre de l'exercice 2008 et 38,0% au titre de l'exercice 2008), alors que le premier client a représenté environ 10,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre de l'exercice 2009 (contre 10,3% au premier trimestre de l'exercice 2008 et 10,8% au titre de l'exercice 2008).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Néanmoins, compte tenu d'une trésorerie nette disponible s'élevant à 4 376 au 31 mars 2009, et d'un flux net de trésorerie liée aux activités opérationnelles s'élevant à 104 au premier trimestre de l'exercice 2009, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 31 mars 2009 qu'au 31 décembre 2008, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours de l'exercice 2008 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts.

Merci de bien vouloir vous référer également à ce titre à la note 5 de l'annexe aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de l'exercice 2009.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer également à ce titre à la note 11 de l'annexe aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de l'exercice 2009.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	31 mars 2009	31 décembre 2008
Royaume-Uni	70	66
Inde	32	31
Etats-Unis d'Amérique	15	17
Japon	3	3
Europe continentale	2	2
Total	122	119

(b) Ventilation par activité

	31 mars 2009	31 décembre 2008
Recherche-développement	78	75
Vente et support	28	26
Administration et autres	16	18
Total	122	119

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 31 mars 2009

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	32 845
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 256 936
Nombre total de droits de vote attaché aux actions ordinaires en circulation au 31 mars 2009	10 322 626

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 31 mars 2009, comme cela était également le cas au 31 décembre 2008, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 882 981 actions dans le capital de la Société (soit 28,01% du capital), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 27,92% du nombre total des droits de vote exerçables en assemblée à cette date.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Au 31 mars 2009, le Groupe n'avait pas d'informations sur une détention par un autre actionnaire de plus de 5% du capital de la Société, ou de plus de 5% du total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société.

(c) Actions détenues par les administrateurs

Actions détenues par les administrateurs au 31 mars 2009	171 535
% du capital détenu par les administrateurs au 31 mars 2009	1,7%
Actions détenues par les administrateurs au 31 décembre 2008	155 764
% du capital détenu par les administrateurs au 31 décembre 2008	1,5%
Variation du premier trimestre de l'exercice 2009	15 771

Origine de cette variation :

- Achat d'actions par les administrateurs au premier trimestre 2009	15 771
- cession d'actions par les administrateurs au premier trimestre 2009	0

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du premier trimestre de l'exercice 2009, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des résultats consolidés du premier trimestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER  
INTERMEDIAIRE DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2009

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés qui sont inclus dans le rapport financier intermédiaire du Groupe pour le premier trimestre de l'exercice 2009 sont établis en conformité avec IAS 34, Information financière intermédiaire, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre du premier trimestre de l'exercice 2009.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice en cours et de leur incidence sur les comptes consolidés intermédiaires résumés de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les neuf mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2009.

Fait à Bruxelles (Belgique), le 23 avril 2009

Gary Fry  
Directeur général